

sité pour faire des études plus poussées. La population vit aujourd'hui dans des conditions meilleures, quel que soit le critère de comparaison utilisé. Examinons maintenant les données propres à la sécurité sociale et considérons la question de l'assurance-maladie.

• (1400)

En 1939, bien des gens ne pouvaient se payer le médecin, à moins d'avoir trouvé un médecin généreux et compatissant qui était prêt à les soigner et à attendre des jours meilleurs, les récoltes ou un quelconque événement, pour se faire payer. Les médecins acceptaient même des paiements en nature. Maintenant, tous les Canadiens sont assurés de la tête aux pieds, de la naissance à la tombe. Les gens n'ont plus à mourir ou à voir souffrir leurs enfants ou à accepter leurs handicaps parce qu'ils ne peuvent pas se payer les soins médicaux.

On ne peut trouver un seul élément sur lequel les Canadiens ne sont pas aujourd'hui inestimablement mieux qu'ils ne l'étaient en 1919. À cette époque, par ailleurs, il n'y avait ni dette nationale ni déficit. Aujourd'hui, nous avons une dette nationale et un déficit. Si c'est une si grande tragédie que d'avoir une dette nationale, comment se fait-il qu'on soit tellement mieux que lorsque cette dette n'existait pas? Voilà matière à réflexion.

Naturellement, un homme d'affaires comme le sénateur Poitras ne comprend pas cela, parce que le bien-être des pauvres ne lui importe pas. Le sénateur Poitras a déjà dit que, dans une certaine mesure, quelqu'un qui n'était pas né au Canada avait moins de valeur que les autres. Je l'ai entendu le dire, et on pourra le lire au compte rendu. Il devrait se laver la bouche avec du savon, afin de faire de lui un être plus civilisé et un peu moins bigot. Il devrait se préoccuper des besoins des gens ordinaires, et accepter le fait, prouvé statistiquement, que nous vivons tous dans de meilleures conditions aujourd'hui qu'en 1919—et je parle en dollars réels—quand il n'y avait ni déficit ni dette nationale.

La dette nationale, exprimée en pourcentage du produit intérieur brut, a déjà été beaucoup plus considérable qu'à l'heure actuelle, et nous l'avons réduite. Comment? En nous rapprochant le plus possible du plein emploi. En outre, les taux d'intérêt étaient peu élevés.

Quels pays font la meilleure gestion de leur dette et évitent d'avoir un déficit? Je vous ai fait part de ces chiffres. Le Conseil économique du Canada a maintenant adopté mes statistiques, qui figurent dans son dernier rapport. J'en conclus que la seule façon de réduire la dette de façon permanente et d'en assurer la gestion à longue échéance est de réduire le chômage. En 1989, chaque chômeur a coûté à la société le même montant que ce qu'il avait touché avant de perdre son emploi. Avant qu'ils perdent leur emploi, la société leur versait 15 640 \$, en dollars de 1989. Après qu'ils eurent perdu leur emploi, la société leur versait toujours 15 640 \$. D'où vient cet argent? De la caisse d'assurance-chômage ou de l'aide sociale. Il y a ainsi une perte de recettes fiscales pour les trois paliers de gouvernement.

Avant de devenir chômeurs et de toucher 15 640 \$, ils produisaient des biens et services. Ils contribuaient donc au PIB et à l'assiette fiscale. Le revenu intérieur brut est égal au produit intérieur brut qui est égal aux dépenses intérieures brutes. Quand ils travaillaient, ces gens-là touchaient un revenu et donnaient naissance à un produit égal à ce qu'ils

gagnaient. Quand ils sont devenus chômeurs, ils touchaient toujours le même montant de la société, mais ne produisaient rien en échange. Tant et aussi longtemps que les sénateurs d'en face ne comprendront pas cela, ils ne pourront réduire le déficit.

Les pays de plein emploi, dit le Conseil économique du Canada—qui me plagie sans même me donner le moindre crédit, mais je ne lui en tiendrai pas rigueur—, soit la Suède, la Norvège, le Japon et l'Autriche, sont très peu endettés. Ils ont étudié les données sur une période de 17 ans. Les dernières données que j'ai étudiées sont de 1987. J'ai étudié la période de 1972 à 1987. Si on ajoute les années déficitaires et les années excédentaires, la Suède a dans l'ensemble un excédent en dollars réels après inflation. La Norvège dispose d'un énorme excédent. L'Autriche frise l'excédent. L'Allemagne a commencé à s'endetter et à être déficitaire le jour où elle a abandonné la politique de plein emploi. À moins de comprendre que le chômage et la dette sont intimement liés, on ne règlera jamais le problème de l'endettement. Personne n'a réussi à le faire.

Même l'euthanasie ne marcherait pas. Si on supprimait tous les chômeurs, les bénéficiaires de l'aide sociale, les retraités et les malades, le nombre de consommateurs diminuerait, ainsi que la production et l'assiette fiscale; résultat: le gouvernement disposerait de moins de recettes pour réduire la dette. Rentrez-vous ça dans la tête. C'est de cette manière qu'on peut régler le problème de la dette: en réduisant le chômage et en donnant du travail aux chômeurs. Les pays qui le font ont réglé la question de la dette et du déficit.

Sénateur Poitras, si vous voulez tous les chiffres, lisez mon livre. Si vous n'avez pas les moyens de vous l'acheter, je vous en prêterais un exemplaire.

**Le sénateur Tremblay:** Offrez-lui un cadeau.

**Le sénateur Gigantès:** Il a plus d'argent que moi. Pourquoi faudrait-il que je lui fasse un cadeau? C'est lui qui devrait m'en faire.

**Le sénateur Fairbairn:** Sénateur Gigantès, au cours du débat sur l'amendement concernant la taxe sur les livres, le sénateur Poitras dit que si un livre était bon, les gens l'achèteraient et le liraient même avec la taxe.

**Le sénateur Simard:** Si c'est un bon livre.

**Le sénateur Fairbairn:** Je suis certaine que le sénateur Poitras voudra acheter votre livre pour le lire.

**Le sénateur Gigantès:** Comme je l'ai dit précédemment, sénateur Simard, dénicher les truffes avec votre nez dans le sud de la France serait un travail qui vous conviendrait très bien. Cela vous pourriez probablement le comprendre, mais pas le livre. Aussi je ne vous l'offrirai pas.

Il y a encore de l'espoir pour le sénateur Poitras. Quand il s'agit de production, ou de tout ce qui a trait à l'imprimerie ou aux communications, il est incompétent. Il a essayé de lancer un journal au Nouveau-Brunswick et il a échoué lamentablement. Vous n'êtes donc pas qualifié pour parler de ce domaine.

Sénateur MacEachen, il y a quelques temps, avant votre arrivée, je faisais remarquer le contraste qui existe entre les dirigeants conservateurs stupides et votre direction. J'ai dit que vous aviez 50 personnes difficiles et récalcitrantes. Vous n'avez ni carottes ni bâtons, mais vous savez nous mener. C'est vraiment avoir l'étoffe d'un chef!